

Déconstruire le transhumanisme

Author : Georges Robreau

Categories : [Science & Techno](#)

Date : 16 mars 2021

ANALYSE : Nous publions un texte engagé et radicalement anticapitaliste d'un scientifique, [Georges Robreau](#), également passionné de philosophie. Cet ancien chercheur au laboratoire maritime du Collège de France à Concarneau conçoit l'idéologie transhumaniste comme la façade derrière laquelle néolibéraux et libertariens accaparent les richesses du monde.



Titulaire d'un doctorat ès Sciences de l'Université Paul Sabatier de Toulouse, [Georges Robreau](#) a été maître de conférences à l'IUT de Quimper jusqu'en 2008, où il enseignait l'étude médicale et appartenait au laboratoire de recherche agroalimentaire. Il a également effectué ses recherches au sein du laboratoire maritime du Collège de France à Concarneau. Ses centres d'intérêt sont la génétique moléculaire, l'immunologie, la microbiologie et la philosophie.

Le but de ce texte est de déconstruire le transhumanisme tel qu'il se présente, de déterminer ses origines - hors affabulations - et de montrer qu'il s'inscrit dans l'*hubris* du néolibéralisme qui a pour nom les GAFAM dont il est un leurre.

D'après [Wikipedia](#) :

«Le transhumanisme est un mouvement culturel et intellectuel international prônant l'usage des sciences et des techniques afin d'améliorer la condition humaine notamment par l'augmentation des capacités physiques et mentales des êtres humains.»¹

Il s'agit donc d'une idéologie prônant l'usage des sciences et des techniques pour conditionner l'humain et l'augmenter. À ce propos, Natacha Polony observe que :

«Les totalitarismes, par delà leurs innombrables différences, se caractérisent par une dimension eschatologique et la volonté de forger un homme nouveau. C'est exactement ce qui se passe avec le transhumanisme. Cette idéologie repose sur l'idée que l'homme est imparfait, et que le croisement des technologies numériques, génétiques, informatiques et cognitives va permettre de faire advenir une humanité débarrassée de ses scories .»²

Natacha Polony, [Le Transhumanisme vide de sa substance l'état nation](#), in *Usbek et Rica*.

Les définitions précédentes ne précisent pas les conditions de possibilité du mouvement, c'est-à-

dire son inscription économique et politique. Guillaume Fauvel les précise :

«Une certaine logique (capitaliste) produit une culture (technologique, numérique, algorithmique), qui sert une idéologie, (le transhumanisme), en vue d'atteindre une utopie, (le posthumanisme)»

Guillaume Fauvel, [Les utopies du Posthumain ou l'avènement des sociétés oubliées](#), in Sociétés, 2015/3 (n° 129), pages 49 à 61.

Toutefois, le terme capitaliste est vague, le capitalisme pouvant prendre différentes guises. Les lieux et la date de naissance du Transhumanisme permettent de préciser l'environnement politico-économique de son avènement : il est né au début des années 80 avec l'arrivée au pouvoir des néo-libéraux, Thatcher au Royaume-Uni et Reagan aux USA.

L'arrivée des néo-libéraux au pouvoir ne peut seule expliquer l'avènement du Transhumanisme. Ce qui l'explique aussi, c'est l'avancée considérable de la science dans différents domaines, qui offre à ce néolibéralisme la perspective d'énormes profits qu'il doit présenter sous des dehors acceptables.

Dans ce qui suit, je présenterai une courte histoire du libéralisme et de ses méfaits, de la mondialisation et des techniques utilisées par les multinationales pour modifier le droit afin d'accaparer les profits, de l'utilisation des promesses transhumanistes pour masquer la cupidité d'un monde néolibéral qui privatise les biens communs à son seul profit.

Qu'est-ce que le libéralisme ?

Voyons là encore les définitions données par Wikipedia ; la première est celle que mettent en

avant ceux qui profitent du système :

«Le libéralisme est un courant de pensée qui prône la défense des droits individuels (liberté, sécurité, propriété,...), au nom d'une vision fondée sur l'individu et la coopération volontaire entre les Hommes. Le système libéral repose donc sur la responsabilité individuelle et le travail.»

Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles...

Sauf que la seconde définition semble nettement plus proche de la réalité : «Le libéralisme peut également être compris comme la défense des passions individuelles». Ainsi, Pour Bernard Mandeville :

«L'exploitation des pauvres par les plus riches, l'étatisme, le crime organisé, les asymétries d'information et la corruption sont des phénomènes sociaux nécessaires à une économie prospère». ⁶

Bernard Mandeville, *The Grumbling Hive, or Knaves Turn'd Honest*, 1704, réédité en 1714-1723 sous le titre *Fable of the Bees: or, Private Vices, Publick Benefits*. Trad. fr. [La fable des abeilles suivie de Recherches sur l'origine de la vertu morale](#), Paris, Institut Coppet, janvier 2011, 28 p.

Ce qui fait dire à Michel Foucault :

«Le marché et le contrat fonctionnent exactement à l'inverse l'un de l'autre».

Michel Foucault, «*Naissance de la biopolitique: cours au Collège de France, 1978-1979*» p. 279, éd. par M.Senellart sous la dir. de F.Ewald et A.Fontana, Paris, Gallimard/Le Seuil, 2004.

Un marché libre nécessite une auto-limitation gouvernementale qui s'oppose au contrat social.

«Une telle construction antinomique aboutit à faire du droit et de l'économie politique deux approches du monde totalement incompatibles.»

Jean-Yves Grenier et André Orléan, «[Michel Foucault, l'économie politique et le libéralisme](#)», *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 62, no 5, octobre 2007, p. 1155–1182 (ISSN 0395-2649 et 1953-8146, DOI 10.1017/s0395264900035794).

Il en découle que :

«Dans la pensée mandevillienne, les mesures libérales sont en réalité opportunistes et hypocrites. Le libéralisme est donc plus un art immoral de gouverner qu'une philosophie du droit.»

«[Libéralisme](#)», in *Wikipedia*.

Un monde devenu anémique donc, où :

«Les malheurs particuliers font le bien général ; de sorte que plus il y a de malheurs particuliers et plus tout est bien.»

Voltaire, *Candide*, chapitre IV, Comment Candide rencontra son ancien maître de philosophie, le docteur Pangloss, et ce qui en advint.

Et c'est en effet ce que l'on note si l'on se fie aux «progrès» réalisés au cours des trois derniers siècles. Peu donc chaut aux possédants que les femmes soient restées dépendantes, que l'esclavage ait existé – du reste ne l'a-t-on pas supprimé après que le calcul eut montré qu'un travailleur libre revenait moins cher à la société qu'un esclave (1) –, que les enfants aient travaillé dans les mines et qu'il ait existé des *workhouses*, que le colonialisme se soit imposé, – à tout le moins jusqu'à ce que l'on ait compris qu'on obtenait les mêmes avantages en mettant en place des gouvernements indigènes (2) –, et que cela ait nécessité une guerre mondiale ! Après tout qui veut la fin veut les moyens :

«Les grandes puissances industrielles, les grandes banques et les grandes entreprises voulaient de nouvelles colonies – ou des semi-colonies sur lesquelles elles auraient exercé un contrôle indirect – pour leurs matières premières, leur main-d'œuvre bon marché et leurs possibilités d'investissement. Ici réside certainement l'une des principales raisons de la guerre.»

Han Soete, Nick Dobbelaere, Jacques R. Pauwells, «[Les causes de la Première Guerre mondiale ? Le partage du monde et la peur du mouvement social](#)».

D'autant que, depuis plus d'un siècle, avec le dépérissement des croyances, avec la mort de Dieu (3), l'état et la religion perdaient leur contrôle totalitaire sur une société devenue perméable

aux idées révolutionnaires. De nouveaux moyens s'imposaient donc pour permettre aux possédants de garder leurs privilèges :

«Pour ces 'élites', imprégnées de darwinisme social, la 'masse', gagnée aux idées de révolution et de progrès, est dangereuse, et pour endiguer ce danger, la guerre constitue une solution permettant de substituer aux idées révolutionnaires celles de nation, de patrie, mais aussi d'ordre, de discipline, d'obéissance.»

Georges Brun, [Les causes de la Première Guerre Mondiale.](#)

Que cette guerre ait fait des millions de morts, qu'elle ait été suivie d'un krach financier dont les Etats se sortiront que par une seconde guerre tout aussi mortifère, peu importe, «l'élite» a conservé son pouvoir et augmenté sa richesse ! Et la reconstruction s'avère tout aussi fructueuse : de 1946 à 1971, la combinaison de progrès scientifiques, d'accords mondiaux et d'économies semi-dirigées produit une très forte croissance, 5% par an (4) !

Las ! Le savoir scientifique ne conduit pas à se «rendre comme maîtres et possesseur de la nature» (5), mais plutôt à la barbarie comme le prédisait Nietzsche :

«Un siècle de barbarie commence, et les sciences seront à son service.»

Friedrich Nietzsche, «*Der Wille zur Macht. Versuch einer Umwertung aller Werte*», trad. fr.
« *La volonté de puissance, Essai d'inversion de toutes les valeurs.* » §154

Barbarie dirigée contre les hommes, barbarie dirigée contre la nature, comme le constate le rapport Meadows en 1972 (6). Intitulé «Les limites de la croissance», il souligne l'explosion

démographique, l'extinction des ressources, – en particulier les ressources énergétiques fossiles – , la pollution, la perte de biodiversité et les menaces sur les écosystèmes. Il y est noté l'augmentation du taux de gaz carbonique dans l'atmosphère, sans toutefois alarmer sur le pire à venir, l'élévation de la température de la biosphère par son effet de serre.

Ce rapport inquiète, d'autant qu'il suit la mise en accusation du système technicien par Jacques Ellul (7), et pousse Nicolas Georgescu-Roegen (8) à réclamer la décroissance. Le chantre du néolibéralisme, Friedrich Hayek, prix Nobel d'Économie en 1974, n'y voit qu'une instrumentalisation du prestige de la science :

«L'immense publicité donnée récemment par les médias à un rapport qui se prononçait au nom de la science sur les limites de la croissance, et le silence de ces mêmes médias sur la critique dévastatrice que ce rapport a reçue de la part des experts compétents, doivent forcément inspirer une certaine appréhension quant à l'exploitation dont le prestige de la science peut être l'objet.»

Friedrich Hayek, Mises Institute, « *The Pretence of Knowledge* » , 1974

Ah, les experts, la caution des politiques néo-libérales ! Dans quel domaine ? Peu importe, ils sont compétents et c'est Hayek qui l'affirme (9) ! Si les experts, le système de propagande et la démocratie électorale, – «quelque chose de précieux, et qui mérite qu'on lutte pour le conserver» (10) – , permettent de diriger les peuples rétifs, la technologie complète le dispositif et parachève le système de domination ainsi que le remarque Herbert Marcuse :

«L'originalité de notre société réside dans l'utilisation de la technologie, plutôt que de la terreur, pour obtenir une cohésion des forces sociales dans un mouvement double, un fonctionnalisme écrasant et une amélioration croissante du standard de vie (...) (11) Devant les aspects totalitaires de cette société, il n'est plus possible de parler de 'neutralité' de la technologie. Il n'est plus possible d'isoler la technologie de l'usage auquel elle est

destinée ; la société technologique est un système de domination qui fonctionne au niveau même des conceptions et des constructions des techniques.»

H. Marcuse, «*One-Dimensional Man*» (1964), trad. fr., «[L'homme unidimensionnel](#)» ; Éditions de Minuit, Paris, 1968, p. 16.

Cette analyse de Marcuse de la société technologique rejoint celle de Jacques Ellul, qui ne réduit pas la «Technique» au machinisme, mais l'étend à toutes les méthodes d'organisation de la vie sociale, du travail comme de la cité. Aujourd'hui, la domination ne s'exerce plus seulement au niveau local mais est devenue mondiale. Le mode de vie – habitat, déplacements, consommation – des individus, des différentes catégories sociales, des diverses populations mondiales en découle (12).

Dans cette organisation technologique du monde néo-libéral, la loi du marché organise la concurrence, c'est-à-dire la lutte de tous contre tous. Ainsi, les Etats sont mis en concurrence par les organisations supra-nationales (la Commission européenne) ou supra-étatiques (le gouvernement fédéral des USA), et par les instances internationales (l'Organisation mondial du commerce). Ils ne disposent plus du monopole de la monnaie, transféré à une banque centrale indépendante du politique, dont les buts sont assignés : stabilité des prix pour l'UE, taux d'emploi maximum, prix stables et taux d'intérêt à long terme peu élevés, pour la Réserve fédérale des USA. Cela a pour conséquence que le droit, dans l'économie des Etats, devient un marché et que des Etats deviennent des paradis fiscaux (13). La concurrence est telle que des Etats vont jusqu'à proposer de rétrocéder leur pouvoir politique, sur un territoire donné, aux entreprises (14).

Ce marché du droit permet aux multinationales de faire de l'optimisation fiscale en localisant leur siège social dans les pays ou Etats où l'impôt est le plus faible (15), de minimiser leur impôt par des montages comptables et juridiques ou d'[y échapper en utilisant le secret bancaire](#), le secret des affaires et les paradis fiscaux (16). Les profits qu'en retirent les firmes et leurs actionnaires se font au dépend :

- des Etats dont la dette s'aggrave et dont les investissements dans les infrastructures (voirie, ponts, centrales et réseau électrique, etc.) sont dangereusement

- diminués,
- des solidarités nationales (l'école, l'université, la santé, les retraites, etc.) devenues déficientes (17),
 - des particuliers (appauvrissement des classes moyennes, augmentation des inégalités sociales, 1 % de la population possède près de la moitié de la fortune mondiale) (18).

Et cela devrait s'aggraver avec la création des cryptomonnaies privées. À la privatisation du droit des Etats, les néo-libéraux joignent en effet celle de la monnaie. Hayek, encore lui, [prône dès 1976 la dénationalisation de la monnaie au profit d'un marché concurrentiel](#) où il n'existerait pas une monnaie étatique mais plusieurs monnaies privées. Il appartiendrait ensuite au marché de s'autoréguler pour ne conserver que les monnaies les plus performantes. Ce [rêve anarcho-capitaliste](#) semble en voie de concrétisation avec [le bitcoin et autres monnaies cryptées, gouffres énergétiques](#), dont l'anonymat présente un nouveau moyen de thésaurisation et d'évitement de l'impôt, quand ce n'est un moyen pour les hackers de [récupérer les rançons en échange du déblocage d'ordinateurs rendus inutilisables par des logiciels malveillants, les ransomwares](#).

À la concurrence entre Etats, entre monnaies, s'ajoute encore la concurrence entre firmes multinationales, source des désastres écologiques actuels et à venir, ainsi que le révèle le mathématicien, militant anarcho-écologiste et terroriste américain Théodore Kaczynski, dit Unabomber :

«Cela s'explique par la théorie des systèmes autopropagateurs : les organisations (ou autres systèmes autopropagateurs) qui permettent le moins au respect de l'environnement d'interférer avec leur quête de pouvoir immédiat tendent à acquérir plus de pouvoir que celles qui limitent leur quête de pouvoir par souci des conséquences environnementales sur le long terme — 10 ans ou 50 ans, par exemple. Ainsi, à travers un processus de sélection naturelle, le monde subit la domination d'organisations qui utilisent au maximum les ressources disponibles afin d'augmenter leur propre pouvoir, sans se soucier des conséquences sur le long terme».

[Révolution anti-technologie : pourquoi et comment](#) (Theodore John Kaczynski)

En résumé, du fait du néolibéralisme, on assiste à la destruction de la souveraineté des Etats, – perte des possibilités de légiférer sur l'économie, perte du monopole monétaire – , à la dissolution de la société et du politique dans la technologie et à l'avènement de sociétés privées mondialisées aux conséquences funestes, augmentation des inégalités et appauvrissement des populations, pollutions et réchauffement climatique qui met à terme l'existence de l'humanité en jeu.

À la pointe du combat contre les Etats, pour une croissance qui se fonde sur les avancées technologiques et le libre marché, se trouvent les libertariens qui œuvrent au nom de la liberté individuelle fondée sur le droit naturel et le droit de propriété :

«Les libertariens défendent le libre marché et exigent la limitation de l'intervention de l'État en matière de politique sociale. C'est pourquoi ils s'opposent au recours à une fiscalité redistributive comme moyen de mettre en pratique les théories libérales de l'égalité. [...] La fiscalité redistributive est intrinsèquement injuste et [...] constitue une violation du droit des gens.»

W. Kymlicka , [Contemporary Political Philosophy : an Introduction](#) (1999) , trad. fr. M. SaintUpéry, *Les théories de la justice : une introduction*, Paris, La Découverte, 2003 p. 25. Cité in : Nicolas Crozatier. *Transhumanisme et héritage prométhéen: cartographie des mondes posthumains*. Philosophie. 2014.

Ce courant libertarien d'utopie libérale à tendance anarcho-capitaliste représente le courant politique majoritaire chez les transhumanistes ; le courant démocratique qui repose sur le principe d'une égalité libérale n'a que peu d'influence. Ainsi Peter Thiel, transhumaniste fondateur de PayPal déclare sur Cato-unbound, un site internet de publications du think-tank libertarien Cato Institute (19) :

«Je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles. [...] Je reste attaché, depuis mon adolescence, à l'idée que la liberté humaine authentique est une

condition *sine qua non* du bien absolu. Je suis opposé aux taxes confiscatoires, aux collectifs totalitaires et à l'idéologie de l'inévitabilité de la mort».

Peter Thiel. [«The Education of a Libertarian»](#), 13/04/2009.

Tout est dit, égo et égoïsme démesurés, rêve d'immortalité ! Rêve ou slogan publicitaire pour rendre acceptable le libertarianisme qui se cache derrière le Transhumanisme ? Réparer, modifier, augmenter les corps, devenir amortel et vivre en bonne santé font partie des utopies sinon des boniments des transhumanistes. Pensée moniste d'un homme machine éternellement réparable et améliorable qui s'inscrit naturellement dans la pensée économique libertarienne, où l'un des principes est la libre disposition de soi, – sinon des autres (NDA) – qui rend légale «toute marchandisation de son corps, telle que la prostitution, la vente du sang et d'organes humains, la gestation pour autrui et l'engagisme (sic)».

Principe auquel s'oppose les [législations de l'OMS](#) et de nombreux pays qui interdisent le commerce des tissus humains, sensés être, de la part des donneurs, un don. Cependant, profitant d'un manque de législation ou de contrôle dans certains pays, il s'est établi «un marché rouge» de cellules, d'ovules, d'embryons et d'organes humains (20) !

Par ailleurs, afin de favoriser une [Bioéconomie devenu réalité](#), deux séries de lois ont été votées aux USA au cours des années 1980. L'une, le *Bayh-Dole Act*, autorise les universités et les chercheurs, subventionnés par des fonds publics, à breveter leurs découvertes et leurs inventions. L'autre refonde les lois sur la propriété des objets biologiques, passant du fondement sujet/objet à celui de nature/artifice. Dès lors, les tissus n'ont plus aucune valeur pour leur propriétaire tandis que transformés en lignées cellulaires, ils deviennent, par le biais de la loi sur les brevets, la propriété des chercheurs et de leur institution et la source de financement des startups (21).

On assiste là, sous l'impulsion des néo-libéraux, à une privatisation des avancées de la recherche financée par des fonds publics et à une présentation messianique par les transhumanistes (22), des objectifs sordides des libertariens.

La Bioéconomie n'est pas le seul domaine visé par les néo-libéraux, le sont également ceux que l'on regroupe sous le vocable de l'«information» et qui vont de l'informatique aux sciences cognitives en passant par l'intelligence artificielle. Ce sont des domaines définis comme s'opposant à l'entropie, c'est à dire à la dégradation, notion (23) qui émerge de la génétique (séquence d'ADN, code génétique) et de la cybernétique (programmes informatiques, internet, connexionnisme), où l'information est ce qui donne (transitoirement) forme aux choses et aux êtres et s'oppose à leur corruption. Investir dans la génétique, l'informatique, la robotique, les réseaux neuronaux et l'intelligence artificielle est profitable, surtout quand ces nouvelles sources de lucre s'ajoutent aux anciennes, industries polluantes reléguées dans les pays en voie de développement, exploitation des énergies fossiles, qu'elles sont censées remplacer.

Là encore les transhumanistes mettent en avant des notions nobles et partagées de science, de progrès, d'intelligence, de connaissance, d'espérance de santé et de mieux-être, alors qu'il ne s'agit que de tracer les individus par leur connexions web, leur téléphone portable et leur montre connectée, de collecter des données sur leur comportements afin de les mieux cibler par des publicités, de les identifier par la reconnaissance faciale pour mieux contrôler leur comportement politique.

Subventionné par les GAFAM, le transhumanisme est la vitrine trompeuse de multinationales échappant à tout contrôle, dont elles ne sont que la partie émergée. Ces entreprises sont anti-concurrentielles, rachètent toutes les *startups* susceptibles de succès, [en exerçant des pressions si besoin est, ce qui leur permet de faire des profits et l'économie de futures concurrences](#), anti-démocratiques par leur refus de payer leur quote part d'impôts, par leur monopole sur la liberté d'expression.

La notion centrale du libéralisme, fonder la propriété sur le travail sans souci des conséquences, est fallacieuse et amoral (24), il s'agit en réalité d'un accaparement du travail collectif, comme nous l'avons montré pour la recherche.

«Le libéralisme n'est pas l'idéologie de la liberté, mais l'idéologie qui met la liberté au service du seul individu.»⁷⁹

Alain de Benoist : «*Le libéralisme met la liberté au service du seul individu*» Interview de Matthieu Giroux le 28/03/2019 pour Philitt, section Philosophie.

Je conclurai en disant que le système libéral poussé aux extrêmes du libertarianisme et de l'anarcho-capitalisme conduit à sélectionner des êtres à l'égo surdimensionné dont l'*hubris* pourrait conduire à la fin de l'humanité. Il convient donc d'y mettre fin.

Cela passe par le démantèlement des GAFAM, l'obligation de payer l'impôt, la dissolution du système économico-politico-technologique libéral, la prise de conscience des populations, l'instauration d'un nouveau système politique acteur d'une réelle démocratie fondée sur les biens communs (25), afin que puisse à nouveau se manifester la vraie liberté, la liberté de chercher, la liberté du hasard, la liberté d'entreprendre, la liberté collective de choisir son destin.

Je terminerai en reprenant à mon compte le rôle de la philosophie tel que le définit John Dewey :

«S'il est possible de saisir les conditions spécifiques des valeurs et les conséquences spécifiques des idées, la philosophie doit avec le temps devenir une méthode de localisation et d'interprétation des conflits les plus sérieux qui se produisent dans la vie, ainsi qu'une méthode permettant de projeter des manières d'y faire face : une méthode de diagnostics et de pronostics moraux et politiques.»

John Dewey, "*L'influence de Darwin sur la philosophie. Et autres essais de philosophie contemporaine*", Paris, Gallimard, coll. «Bibliothèque de philosophie», 2016.

Ce précepte devrait être suivi par tous ceux qui ont vocation à philosopher.

*** Remerciements : je remercie Yvonne Généletti pour sa relecture du texte, ses corrections, et ses conseils.**

- (1) Gilles Jacoud, [«L'esclavage colonial : une comparaison des approches de Say, Sismondi et des saint-simoniens»](#), *Œconomia* [En ligne], 6-3 | 2016, mis en ligne le 01 septembre 2016, consulté le 28 janvier 2021.
- (2) [La Françafrique, le plus long scandale de la République.](#)
- (3) «*Dieu est mort ! Dieu reste mort ! Et c'est nous qui l'avons tué !*», Friedrich Nietzsche, *Le Gai Savoir*, Livre troisième, §125.
- (4) Antonin Bergeaud, Gilbert Cette et Rémy Leca, [Le produit intérieur brut par habitant sur longue période en France et dans les pays avancés : le rôle de la productivité et de l'emploi](#). *ÉCONOMIE ET STATISTIQUE* N° 474, 2014 5-34.
- (5) «Nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature» serait, d'après un passage du *Discours de la méthode* publié par le philosophe français René Descartes en 1637, ce que les hommes parviendront à faire lorsqu'ils auront développé leur savoir par la connaissance de la science.
- (6) Rapport Meadows, [The limits to growth, a report for the club of Rom's project on the predicament of mankind](#), Donella H. Meadows Dennis L. Meadows Jtsrgen Randers William W. Behrens III, A Potomac Associates Book III, Universe Books, NewYork, 1972 ; rapport auquel [aucun économiste n'a participé](#) ; voir également [Gaël Giraud analyse le rapport Meadows](#).
- (7) Jacques Ellul, [La Technique : L'Enjeu du siècle](#), Paris, Armand Colin, coll. «Sciences politiques», 1954. Et aussi : Jacques Ellul (préf. Jean-Luc Porquet), [Le système technicien](#), Paris, Cherche midi, coll. «Documents», 1977.
- (8) Nicholas Georgescu-Roegen, [«La décroissance. Entropie - Écologie - Économie»](#), Éditions Pierre-Marcel Favre, Paris/Lausanne, 1979.
- (9) Walter Lippmann, «*An Inquiry into the Principles of the Good Society*», 1937, tr. fr. «*La Cité libre*», 1938, rééd. trad. fr., Les Belles Lettres, préface de Fabrice Ribet, 2011.
- (10) Confère Walter Lippmann : «[Manufacturing consent](#)» in «*Public opinion*».
- (11) L'humanité n'est pas une, elle est géographiquement et hiérarchiquement diverse, le bien-être n'est pas également réparti et celui des uns se fait souvent aux dépens de celui des autres (les pays en voie de développement utilisés pour leur main d'œuvre bon marché). Par ailleurs, l'augmentation du niveau de vie n'est plus le cas en France, cf. à ce propos le livre d'Emmanuel Todd : «*Les Luttes de classes en France au XXIe siècle*» avec Baptiste Touverey comme collaborateur, Paris, Seuil, coll. «Sciences humaines», 2020.
- (12) Bruno Maresca, [«Mode de vie : de quoi parle-t-on ? Peut-on le transformer ?»](#), *La Pensée écologique*, 2017/1, 233 - 251.
- (13) Christophe Leroy, [«Existe-t-il un marché du droit public ?»](#), actu-juridique.fr 19/05/2016. Et aussi : Alain Supiot, «*La gouvernance par les nombres*», cours au Collège de France, 2012-2014. Fayard, «*Poids et mesures du monde*», 2015, ch. 6.
- (14) Le Nevada entend [permettre aux entreprises high-tech de créer des «gouvernements locaux»](#)

(02/2021).

(15) On [estime leur nombre](#) à 80.000, pour 840.000 filiales et 75.000.000 de salariés. Elles représentent les 2/3 du commerce mondial. Leur nombre a considérablement augmenté depuis 1990 qui était alors de 37.000. Par ailleurs, le déménagement actuel de nombreuses sociétés de pointe dans l'IA de la Silicon Valley en Californie pour le Texas s'explique par le fait que dans le premier état on a des salaires élevés, et un système social financé par des impôts alors que dans le second les salaires sont modérés et le système social est financé par la rente pétrolière.

(16) A ce sujet, on lira : Jacques Fontanel, «[L'Europe des paradis fiscaux](#)», Université Grenoble-Alpes. Liber Amicorum, Mélanges en l'honneur de Madame la Professeure Catherine Schneider, 2019. hal-02102230 ; Veronicka Choubaeva, Jacques Fontanel, «[Les paradis fiscaux, réglementaires, bancaires et judiciaires ou les pays 'filous'](#)» ; Jacques Fontanel, «*Les modalités d'action des paradis fiscaux*», in «[Paradis fiscaux, pays Filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices](#)», éd. L'Harmattan, Paris, 2016.

(17) «[Un rapport historique révèle la décadence du système fiscal international](#)», 02/01/2021 ; «[Justice fiscale : état des lieux 2020 – La justice fiscale à l'ère du COVID-19](#)», 09/2020.

(18) Piketty, «[Inégalités mondiales: où en sommes-nous?](#)» 17/11/2020 ; «[1% de la population possède près de la moitié de la fortune mondiale](#)» 18/09/2020.

(19) Le [Cato Institute](#) est un organisme de recherche sur les politiques publiques - un groupe de réflexion - dédié aux principes de la liberté individuelle, du gouvernement limité, des marchés libres et de la paix. Ses universitaires et analystes mènent des recherches indépendantes et non partisans(sic) sur un large éventail de questions politiques.

(20) Scott Carney, «*The Red Market, On the Trail of the World's Organ Brokers, Bone Thieves, Blood Farmers, and Child Traffickers*», Harper Collins Publishers N.Y. 2011.

(21) Sheila Jasanoff, «*Taking Life : Private Rights in Public Nature*», in Kaushik Sunder Rajan (dir.), *Lively Capital : Biotechnologies, Ethics, and Governance in Global Markets*, Durham-Londres, Duke University Press, 2012, p. 168-169. Et aussi : Céline Lafontaine, «*Le corps-marché, La marchandisation de la vie humaine à l'ère de la bioéconomie*», Éditions du Seuil, 2014.

(22) Fabienne Orsi, «[La constitution d'un nouveau droit de propriété intellectuelle sur le vivant aux États-Unis : origine et signification économique d'un dépassement de frontière](#)», Revue d'économie industrielle, 99, 65-86, 2002. Et aussi : Geneviève Azam, «[Les droits de propriété sur le vivant, Développement durable et territoires](#)», Dossier 10 | 2008. Et encore : Rebecca Lav, Philip Mirowski, Samuel Randalls, [Introduction: STS and Neoliberal Science](#), Social Studies of Science 40: 659, 2010 , DOI: 10.1177/03063127110378549.

(23) Jean Zin, L'entropie, *l'énergie et l'information* : «Quoi de plus fondamental, de plus important à comprendre que le phénomène de l'entropie ? L'entropie c'est que tout se dégrade, tout fout le camp, c'est la rouille qui nous ronge, la vieillesse qui nous gagne, le feu qui s'éteint, le temps qui s'enfuit. L'entropie, c'est que tout a une fin, c'est la durée en tant que telle, le temps qu'il nous reste... c'est ce qui rend le temps irréversible, les dégradations et les pertes d'informations irréparables, la mort certaine, mais, justement, il faut bien constater que la vie c'est ce qui résiste à l'entropie, grâce à l'information».

(24) Baudoin Roger, Prêtre, Collège des Bernardins, «[Propriété](#)», 12/09/2018

(25) Sous la direction de Benjamin Coriat, *Le retour des communs. La crise de l'idéologie*

propriétaire. Édts : Les Liens qui Libèrent, 2015. Et aussi : Gaël Giraud, «[Après la privatisation du monde](#)».